

Présentation-intervention du groupe *Déserteurs de la Paix Capitaliste* lors du débat « Palestine : peuple ou classe ? », dans le cadre de l'événement organisé dans l'espace de l'occupation d'Yfanet à Thessalonique, le 25/10/2025, sous le titre *Trois jours pour la guerre*.

En période de résurgence et d'hégémonie des idéologies nationalistes/ néo-anticolonialistes et de généralisation des conflits armés, le dialogue autour des fronts de guerre en cours et des réponses que nous pouvons apporter à travers une approche théorique et pratique véritablement anti-guerre/internationaliste est plus qu'utile.

Quelques mots pour une brève présentation. Notre groupe a été créé à l'été 2024, peu après la participation de certaines de nos camarades à l'Action Week à Prague, une rencontre anti-guerre à laquelle ont participé des groupes et des personnes d'Europe centrale et méridionale, des Balkans, de Russie, d'Ukraine, des États-Unis et d'Amérique du Sud, dans le but de coordonner les actions anti-guerre et de présenter des analyses théoriques et des publications sur la façon dont la guerre contribue à la détérioration des conditions de vie et de travail du prolétariat, ainsi que sur notre résistance collective, au sabotage de l'industrie de guerre, au soutien à la désertion et au défaitisme révolutionnaire.

Beaucoup d'entre nous, dans le cadre de l'Assemblée contre le Biopouvoir et le Confinement, dont nous étions membres, avons participé à la publication d'une série de traductions de documents anti-guerre, dans le but de promouvoir une perspective internationaliste prolétarienne et défaitiste dans le contexte de la guerre en Ukraine. Après le 7 octobre 2023, nous avons également organisé des actions de propagande et une discussion-événement à la Cantine Autogérée de la faculté de droit (Athènes), autour du conflit israélo-palestinien, de la composition de classe, le régime d'accumulation et les luttes communes des Israéliens et des Palestiniens dans la région d'Israël/Palestine.

Notre engagement dans la guerre et notre perspective prolétarienne/antiguerre ne sont bien sûr pas apparus dans un vide historique. La plupart d'entre nous avons coexisté au cours des quatre dernières années en participant à des luttes contre un autre type de guerre, d'ampleur mondiale, menée dans des conditions de « paix » capitaliste : une opération généralisée de coercition sanitaire combinée à une compression encore plus forte des salaires directs et sociaux et au renforcement du pouvoir de direction des patrons, initialement sur la base de notre division entre travailleurs disciplinés (certifiés sanitaires) et indisciplinés.

Pour en revenir à l'événement d'aujourd'hui, son titre – qui est également le titre de la deuxième interview de Minassian « Palestine : peuple ou classe ? », est en grande partie la question fondamentale qui se pose lorsque nous sommes appelés à discuter du mouvement international de solidarité avec la Palestine. C'est la raison principale pour laquelle nous avons initialement choisi de traduire cette interview, puis de l'inclure en annexe dans une publication plus longue intitulée « De la Deuxième Intifada au 7 Octobre ».

Partie A : Ce qui nous a incités à discuter de l'analyse du Minassian et du conflit israélo-palestinien actuel

La manifestation du mouvement dit « pro-palestinien » en Grèce a joué un rôle central dans nos discussions depuis l'été 2024. Les mobilisations de solidarité provenaient essentiellement de la gauche et ont d'abord été rejointes par des groupes de la sphère antiautoritaire qui avaient depuis longtemps adopté des positions nation-centrées « anti-impérialistes » sur la question, mais par la suite, la participation du milieu antiautoritaire s'est généralisée. Les axes centraux des slogans et de l'action des tendances les plus fanatiques et, en réalité, dominantes dans ces mobilisations étaient les suivants:

1. La perception de l'attaque du 7 octobre comme un acte important de « résistance » des Palestiniens visant à la libération nationale.
2. L'identification politique totale de ces tendances – avec une incidence directe sur le contenu des mobilisations – avec l'action des organisations armées (Hamas, Houthis, etc.), comme expression de la volonté d'une société prétendument unifiée et non divisée en classes (analyse en termes de peuple plutôt que de classes).
3. Diffusion et internationalisation dans les métropoles occidentales de la « revendication d'autodétermination de la Palestine », c'est-à-dire du nationalisme palestinien, en tant qu'objectif programmatique atteint avec le soutien de « l'axe de la résistance » (Iran, Hezbollah, Houthis, etc.), c'est-à-dire une alliance qui constitue un pôle impérialiste concurrentiel dans la région.
4. La promotion du soutien au nationalisme palestinien comme programme anti-guerre et anti-nationaliste, sous prétexte du soutien apporté par l'État grec à Israël.

Dans une large mesure, l'action de ces tendances s'est orientée vers la propagande en faveur du boycott des entreprises israéliennes ou des entreprises qui font des affaires en Israël, vers des manifestations devant l'ambassade israélienne et, dans une moindre mesure, à des mobilisations dans les universités, influencées par le mouvement international de protestation dans les universités américaines et européennes, et à des blocages symboliques du transport d'armes et de marchandises à destination et en provenance d'Israël.

Nous ne nous opposons pas de manière générale et vague à ces mobilisations, et nous ne voulons pas non plus minimiser leur importance dans le cadre des actions anti-guerre. Nous nous voyons clairement participer à certaines d'entre elles, dans la mesure où leur contenu est réellement anti-guerre. Ce qui nous a interpellés, c'est que ces actions ont été complètement dominées par les symboles et l'agenda du nationalisme palestinien. Au-delà du **dénigrement** évident du conflit qui se déroule depuis longtemps et souvent de manière cachée entre la classe bourgeoise et la classe ouvrière palestiniennes, cela a progressivement conduit à l'adoption d'une idéologie anticolonialiste moderne. En conséquence, le prolétariat d'Israël/Palestine et ses luttes ont été complètement **mis de côté**, et un schéma faussé a été adopté, dans lequel, d'une part, l'ensemble des citoyens israéliens étaient considérés comme

des oppresseurs et des colons et, d'autre part, l'ensemble des Palestiniens, opprimés et colonisés.

De cette manière, toute **perspective anti-guerre, internationaliste** ou plus globalement **prolétarienne** qui pouvait exister dans ce type de mobilisations a progressivement reculé, laissant place à des manifestations contre les touristes israéliens pendant la saison touristique. Compte tenu des lignes de démarcation verticales tracées entre les « colons israéliens » et les « colons palestiniens », ces manifs n'ont même pas tiré parti de la crise qui existe à l'intérieur d'Israël et, par conséquent, n'ont pas envisagé de mettre en avant les mobilisations anti-guerre/antimilitaristes qui s'y déroulent. Outre le fait que cela aurait certainement dérangé les partisans fanatiques du conflit armé parmi les touristes, cela aurait également donné une dimension internationaliste à ces actions.

Partie B : Le tournant de la deuxième Intifada à l'intérieur d'Israël, l'apartheid néolibéral

En abordant la question palestinienne, nous nous sommes principalement référés à la brochure d'Aufheben « *Derrière l'Intifada du XXI^e siècle* », publiée il y a plus de 20 ans au moment de la deuxième Intifada, à laquelle nous avons ajouté, dans le contexte actuel, les deux entretiens d'Emilio Minassian : « *Gaza : une militarisation extrême de la guerre des classes en Israël-Palestine* » et « *Palestine : peuple ou classe ?* ». Tant Aufheben que Minassian mettent l'accent sur les **relations d'exploitation** dans la formation Palestine/Israël et non, comme c'est habituellement le cas, sur « l'oppression nationale ». Nous avons tourné notre regard vers l'intérieur de la formation sociale et nous nous sommes concentrés sur le développement capitaliste et les relations de classe en Israël même et dans les semi-États de Gaza et de Cisjordanie.

Nous identifions et mettons en évidence une **rupture** dans les relations sociales avec la deuxième Intifada. Après le soulèvement de 2000-2005 et la récession qui s'en est suivie à l'intérieur d'Israël, en **2001-2003**, la réalité a changé. La restructuration capitaliste néolibérale s'intensifie – des deux côtés de la ligne verte – et s'aggrave encore davantage avec la crise mondiale de **2007-2008**. À l'intérieur d'Israël, le contrat social est violemment restructuré :

- Le gouvernement Sharon, avec Netanyahu comme ministre des Finances, s'en prend violemment aux salaires, de manière directe et indirecte :
 - Gel des salaires (depuis le début des années 2000, voir Figure 1) et suppression de toutes sortes d'allocations.
 - Modification des relations de travail et des relations entre l'emploi et le chômage.
 - Modifications du système de retraite, avec des réformes législatives continues tout au long des années 2000, dans le sens d'une individualisation du système de sécurité sociale.
- Depuis 2009, les terres appartenant à l'État sont rapidement privatisées – grâce à une modification de la législation correspondante – et intégrées dans le cycle de l'exploitation capitaliste, tout en intensifiant le phénomène des colonisations violentes sur les terres qui étaient jusqu'alors sous la souveraineté de l'Autorité palestinienne. Il s'agit des premières étapes d'un processus qui conduira plus tard au développement et à la

généralisation de la spéculation sur le prix de l'immobilier et, par conséquent, à la création de bulles successives. En d'autres termes, il s'agit du processus qui permettra l'**augmentation de la dette privée** et l'établissement d'une **nouvelle relation et proportion entre la dette et le salaire**, l'un des piliers centraux de la gestion capitaliste néolibérale.

Dans les semi-États palestiniens, la restructuration néolibérale est également appliquée sous la forme d'un **apartheid** désormais bien établi, à travers :

1. une **ghettoïsation** extrême avec la construction des murs de l'apartheid (voir les enclaves fortifiées en Cisjordanie après 2002, la fortification de la barrière de Gaza en 2005),
2. la division administrative du territoire palestinien avec l'émergence du Hamas comme mécanisme administratif à Gaza (avec la construction d'une économie semi-indépendante),
3. aggravation de la situation du **prolétariat surnuméraire** par la réduction de l'entrée de main-d'œuvre palestinienne en Israël depuis les enclaves palestiniennes (même temporaire, voir Figure 2) et dépendance de la survie à l'économie parallèle et aux distributions alimentaires des organisations internationales, en particulier à Gaza,
4. l'émergence de la tactique de la **punition collective** par l'État israélien (bombardements, retrait massif des permis de travail, etc.) comme moyen de gestion de la population et de restriction de l'indépendance économique de Gaza,
5. l'émergence du nouveau régime Fayyad-Abbas, avec l'imposition de mesures d'austérité et l'implication du FMI, c'est-à-dire l'imposition d'un modèle qui succède à l'ère Arafat et la **fin du rôle du Fatah en tant qu'organisation de résistance**,
6. intensification de la **politique des implantations et déplacements** en Cisjordanie et à Jérusalem

C'est ce que le chercheur Andy Clarno appelle l'apartheid néolibéral et qui, en réalité, a débuté avec les accords d'Oslo dans les années 1990 :

- On peut comprendre l'apartheid néolibéral comme la consolidation administrative et législative de la **stratification raciste** de la population en termes biopolitiques, dans la situation particulière où la main-d'œuvre palestinienne devient partiellement surnuméraire (déjà après la première Intifada, voir Figure 3), tandis que la faction la plus puissante de la classe bourgeoise palestinienne est reconnue comme partenaire social de l'État israélien dans le rôle de sous-traitant-gardien.
- L'outil central de l'apartheid néolibéral est le **système de permis de travail**, qui fonctionne comme un mécanisme de contrôle du flux de main-d'œuvre, mais aussi comme une politique de discipline, et même comme moyen d'imposer des punitions collectives, puisque les permis peuvent être annulés en masse à titre de représailles après des attaques armées ou des manifestations de la part des palestiniens. D'autres obtiennent un permis de travail, d'autres sont totalement exclus et d'autres encore, ceux qui font partie de la classe dirigeante de l'Autorité palestinienne, disposent d'un passe VIP permanent, se chargeant de la surveillance et de la discipline de leurs propres

communautés. C'est là que **la dimension de classe** de l'apartheid apparaît encore plus clairement.

- Sur la base de ce qui précède, l'apartheid de ce type se caractérise par une **fluidité** : la ségrégation raciale est imposée par des conditions disciplinaires raffinées, souvent individualisées et changeantes, et non par des lois raciales traditionnelles et rigides.

En fin de compte, **ce n'est que** dans le cadre de la nouvelle formation capitaliste semi-autonome qui fonctionne sous l'égide de l'Autorité palestinienne dans l'ère post-Oslo que **l'on peut encore plus dévaloriser** le prolétariat palestinien déjà dévalorisé, tandis que, d'autre part, la discipline et la fixation des salaires du prolétariat israélien – plus sécurisé – supposent une marginalisation accrue du prolétariat palestinien (en établissant progressivement l'image stéréotypée du palestinien comme terroriste islamiste). Ainsi, le cimentage national, l'isolement et l'exacerbation de la rivalité entre les deux classes ouvrières viennent consolider la **néolibéralisation** des deux côtés du mur. En fin de compte, le prix à payer pèse sur le prolétariat des deux bords, même si de manière inégale.



Figure 1

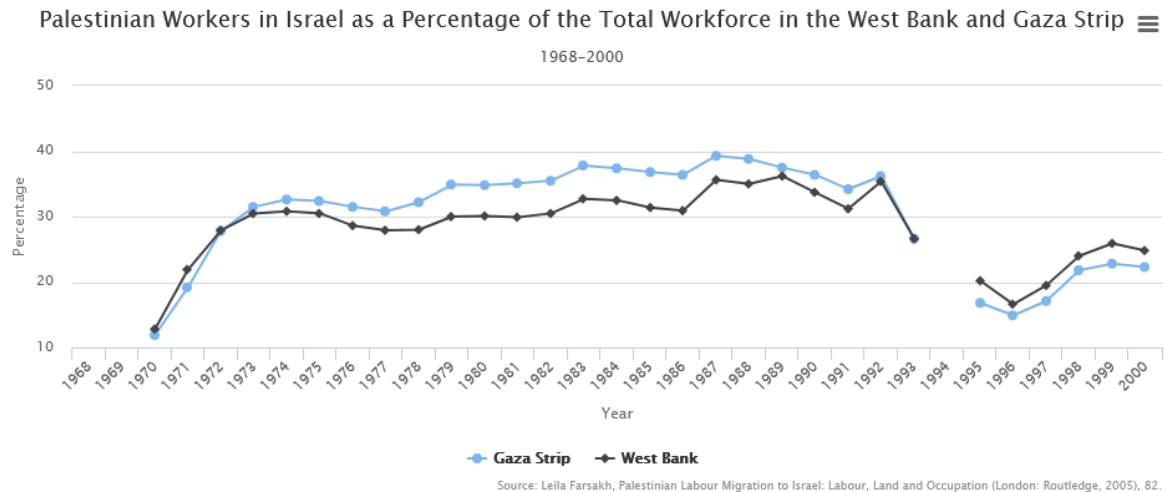


Figure 2

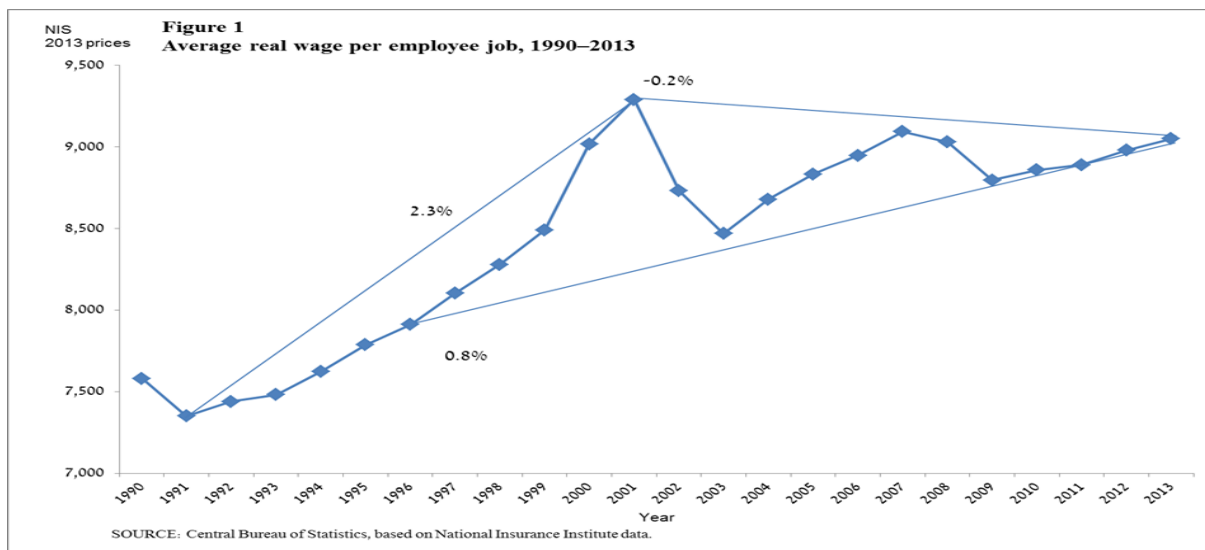


Figure 3

Partie C : Palestine – Peuple ou classe ?

La distinction entre « agresseurs et menacés », entre « nations oppressives et opprimées » occulte les **intérêts de classe distincts** et les remplace par les intérêts du « peuple » et les intérêts généraux de la « nation opprimée ». Minassian analyse – principalement dans sa deuxième interview – le nationalisme comme un domaine dans lequel le prolétariat peut se retrouver piégé. Il considère toutefois que celui-ci peut également rechercher certaines formes de présence dans les drapeaux nationaux, lorsqu'il est coupé de toute autre expression politique collective. Pour Minassian, le « peuple » fonctionne comme une forme ultime de politisation.

C'est une conception qui tente de trouver une dynamique subversive dans la forme que prennent les luttes sociales des palestiniens dans les conditions de **ghettoïsation** et de **surplusisation** absolues de la population palestinienne, qui se sont définitivement installées après la Seconde Guerre mondiale, avec pour conséquence, entre autres, que les prolétaires palestiniens ne peuvent plus exercer de pression sur le capital israélien de manière aussi directe qu'auparavant.

Nous sommes d'accord avec le point de vue de Minasian, mais seulement dans la mesure où il s'agit de luttes qui accordent réellement la priorité aux questions sociales et de classe et qui ne sont pas fondées sur la vision de la création d'un État-nation. Donc, dans des luttes où l'appel au peuple est effectivement secondaire. Dans des luttes où, malgré les appels à la nation, la priorité est donnée à la satisfaction des besoins du prolétariat. Dans des luttes où **l'enjeu de classe** est présent et plus fort et où il y a place pour une radicalisation supplémentaire – dans ce cas, même pour une rencontre avec « l'autre camp » (les exemples sont rares, mais ils existent).

Cette observation n'est pas théorique et ne résulte pas spécifiquement d'un suivi approfondi des développements dans cette région, mais repose davantage sur notre expérience acquise au cours des 15 dernières années de participation à des luttes contre les différents épisodes d'attaques de l'État contre le prolétariat national, les politiques d'austérité et de coupes budgétaires. Par exemple :

- dans le cadre du mouvement des places publiques de 2011-2012, dans les luttes pour la gratuité des transports publics, dans les luttes contre la « taxe » de la DEI (c'est-à-dire la taxe spéciale sur les biens immobiliers qui a été intégrée de manière coercitive dans les factures d'électricité en 2011), dans les luttes contre les projets de loi d'austérité,
- ou pendant la pandémie de Covid-19, lors de la mini-révolte à Nea Smyrni contre les restrictions imposées par les lockdown, dans les luttes des professionnels de santé – suspendus – contre les obligations imposées par l'État et le démantèlement du système de santé public.

Pour le meilleur ou pour le pire, à l'échelle mondiale, les mouvements de masse et intersectoriels auxquels seule la classe ouvrière participe n'existent plus que dans l'imaginaire. Les mouvements sociaux d'aujourd'hui sont transclasses. De même, leurs revendications et leurs contenus ne sont pas purement ouvriers.

Minassian laisse planer le doute quant à savoir si les luttes auxquelles il fait référence ont une dimension principalement sociale et de classe plutôt que nationale et politique, et quel type de solidarité il propose. La frontière est mince, mais si nous voulons être plus clairs, nous pouvons citer certains exemples de telles luttes sociales et de classe du côté palestinien :

1. Mouvements de protestation et émeutes contre la **pauvreté et la misère** massives (par exemple, avec les coupes dans les allocations et les coupures d'électricité), qui ont culminé avec le mouvement « Nous voulons vivre » à Gaza en 2019, puis à nouveau à

l'été 2023 et au printemps 2025, où l'enjeu spécifique était la fin de la guerre et le départ du Hamas.

2. Grèves organisées sur les **lieux de travail** contre les employeurs israéliens ou palestiniens, par exemple dans les nombreuses zones industrielles de Cisjordanie, grèves des enseignants et autres fonctionnaires en Cisjordanie et à Gaza.
3. Manifestations contre les **expulsions de** palestiniens de leurs maisons et de leurs terres par les colons juifs, par exemple les luttes contre les expulsions à Jérusalem-Est, en 2021, connues sous le nom d'Intifada de l'unité, qui se sont généralisées avec des grèves dans toute la Cisjordanie et la bande de Gaza, mais aussi à l'intérieur d'Israël et dans le monde entier, et qui ont duré par vagues jusqu'en 2023.
4. Luttes contre les **murs de l'apartheid**, comme ce fut le cas avec la Grande Marche du Retour, en 2018, que le Hamas a tenté, selon un schéma bien connu, de militariser et de contrôler, et qui ont été violemment réprimées par les balles de l'armée israélienne.

Bien sûr, tant qu'il n'y a pas de coordination entre ces luttes et celles menées de l'autre côté de la Ligne verte, leur efficacité reste limitée. Cette coordination existe toutefois au sein même d'Israël, dans les grands lieux de travail du secteur public – éducation, la santé et les transports publics – où les travailleurs arabes/palestiniens israéliens côtoient les travailleurs juifs israéliens. Contrairement à Minassian, nous ne voyons toutefois pas ces luttes représentées par divers groupes armés émergents, simplement parce qu'ils s'organisent à partir de la base ou parce qu'ils n'acceptent pas l'autorité de l'Autorité palestinienne, car en se tournant vers la « guérilla », ils finissent par militariser et renationaliser la question sociale.

Partie D : La « résistance » (nationale) et le 7 octobre

Dans ses deux entretiens, Minasian tente d'interpréter le contexte socio-historique de l'attaque du 7 octobre et des opérations militaires israéliennes qui ont suivi. Du point de vue des luttes sociales, ce contexte est apparu dans le sillage et à la suite de la deuxième Intifada (2000-2005), à travers la discipline systématique et la répression de la classe ouvrière palestinienne.

C'est *en particulier* à partir de cette révolte que l'on peut commencer à parler de « résistance palestinienne » – au sens d'actions armées contre des cibles israéliennes – comme un outil diplomatique de négociation, comme le souligne Minasian. De ce point de vue, la « résistance », dont le principal représentant est le Hamas – en tant qu'administrateur d'un quasi-État – n'est même pas une lutte de libération nationale, mais un moyen de maintenir le statut de cette organisation afin de **légitimer le modèle d'exploitation** qu'elle a mis en place à Gaza. Chaque roquette a donc un triple objectif :

1. la légitimation interne de l'organisation en tant que groupe patriotique et résistant, et donc du régime en place à Gaza,
2. la militarisation et la déviation des luttes sociales qui s'opposaient à l'apartheid et à la misère interne en termes de désobéissance massive,
3. la création d'« incidents diplomatiques » en fonction aussi des besoins des alliés.

Le 7 octobre peut être considéré comme le moment où les contradictions dans la région du Moyen-Orient ont explosé, comme un tournant dans la politique même du Hamas, qui y a été conduit par une multitude de facteurs :

1. *tout d'abord* en raison de l'exacerbation des luttes de classe à l'intérieur de la bande de Gaza, qui devaient être apaisées et nationalisées,
2. ensuite en raison de l'étranglement continu de l'économie de Gaza par Israël et l'Autorité palestinienne, qui rendaient la position de Hamas comme sous-traitant totalement inextricable et vulnérable,
3. en raison de la quête consécutive d'un soutien économique supplémentaire de la part des pays du Moyen-Orient au cours des 20 dernières années,
4. en raison de la menace d'inclusion de l'Arabie saoudite dans les accords d'Abraham et du risque désormais visible que ces accords aboutissent et soient mis en œuvre, marginalisant définitivement le Hamas en tant qu'acteur au Moyen-Orient.

Nous sommes alors d'accord avec Minassian que le 7 octobre et l'adoption subséquente de la guérilla comme tactique de confrontation avec Israël ne peuvent être considérés comme faisant partie d'un mouvement populaire de libération nationale (et encore moins comme une lutte de classe). D'une part, parce qu'il est difficile de soutenir qu'il y avait un objectif réaliste de « libération nationale » derrière l'attaque initiale et, d'autre part, parce qu'il n'existait **aucun mouvement national de masse** sur lequel un tel objectif aurait pu s'appuyer. Au contraire, il existait une **agitation sociale** (voir les manifestations tumultueuses de juillet-août 2023) contre l'administration du Hamas et son mandant israélien, et aucun mouvement de masse (armé ou non) au solidarité avec Hamas et ses tactiques de guerre n'a finalement vu le jour parmi les Palestiniens de Cisjordanie et en Israël.

Partie E : Crise des relations de classe et luttes sociales en Israël

Le déclenchement de la guerre à Gaza a été la manifestation la plus violente de la crise persistante des relations de classe qui couvait au sein de la formation sociale israélienne. À l'intérieur d'Israël, les divisions sociales, la détérioration du consensus social et l'exacerbation des contradictions de classe pendant une longue période, de 2011 jusqu'à la veille du 7 octobre, reflètent l'équilibre fragile sur lequel repose l'apartheid néolibéral. La longue période de revendications sociales dynamiques éclate en lien direct avec le cycle de luttes ouvert par le Printemps arabe et se développe en trois étapes :

1. **2011** : contre le coût de la vie et en particulier le coût du logement, avec des manifestations massives et l'occupation – pendant des mois – des avenues centrales de Tel-Aviv. Malheureusement, alors que le Printemps arabe propageait son étincelle de l'autre côté de la ligne verte, les deux mouvements ne se sont pas rencontrés.
2. **2015-2020** : contre la violence policière, le racisme institutionnel (Juifs éthiopiens, Arabes israéliens), les féminicides et pour la défense des droits des travailleuses migrantes domestiques.

3. **2020-2023** : contre la surveillance numérique et les passes sanitaires à travers un mouvement de masse qui a eu lieu pendant le confinement (avril 2020), contre la réforme judiciaire dont l'enjeu principal était le débat sur la révision du caractère de l'État, en tant qu'État spécifiquement juif, et contre la tentative d'approfondissement des discriminations et l'intensification de la politique de colonisation, mouvement qui était en cours en octobre 2023. Il convient d'en dire plus sur cette réforme, qui a été la première initiative de la coalition gouvernementale dirigée par Netanyahu en décembre 2023. Il s'agissait d'une profonde rupture étatique qui visait non seulement les minorités ethniques au sein de l'État israélien au sens strict, mais aussi les femmes et la communauté lgbtqi+, et qui limitait en outre considérablement l'activité syndicale, en particulier celles des syndicats indépendants représentant le prolétariat multinational, arabe, palestinien, de Cisjordanie et d'Israël, etc. La réforme légalisait également la censure dans les médias et s'est aussi retournée contre la Cour suprême, qui, même dans des cas minoritaires, freinait le rythme effréné de la colonisation en Cisjordanie, rendant dans certains cas des décisions les déclarant illégales.

La délégitimation des relations sociales s'est également exprimée au niveau institutionnel avec les cinq élections qui ont eu lieu entre 2019 et la victoire finale de la coalition de Netanyahu à la fin de 2022.

Loin d'être un bloc homogène, la société israélienne est traversée par des tensions ethniques, religieuses, sociales et politiques : entre Juifs et Arabes, entre religieux et laïques, entre libéraux et supranationalistes, et entre les centres urbains de la plaine côtière et les régions périphériques marginalisées (et généralement plus conservatrices). Le niveau d'inégalité économique à l'intérieur du pays est comparable à celui des États-Unis.

En prenant nos distances par rapport à une interprétation de la situation à travers le prisme des catégories géopolitiques ou à travers le schéma anticolonialiste et anti-impérialiste, nous interprétons les opérations militaires menées par Israël depuis le 7 octobre comme une tentative de résolution de l'exacerbation de la concurrence entre les classes et de rétablissement, apparemment infructueux, du fragile consensus social.

En conclusion

Lorsque l'on parle de « Palestine », on fait inévitablement référence aux Palestiniens en tant que peuple, une identité qui est bel et bien présente et qui repose sur des conditions matérielles concrètes (apartheid, stratification raciste), mais aussi sur des manifestations particulières du conflit social (luttres sociales fondées sur l'identité nationale). Qu'on le veuille ou non, la société palestinienne **comporte des classes**. L'identification globale des palestiniens à la classe ouvrière (lorsqu'elle est tentée) est entièrement construite et précipitée par des fins idéologiques opportunistes. De même, en ce qui concerne la société israélienne, il s'agit d'une société divisée en classes (mais aussi fortement en termes d'ethnicité) et l'identification des Israéliens en tant qu'exploiteurs est tout aussi **arbitraire**, servant des récits nation-centrés et néo-anticolonialistes.

Les luttes du prolétariat israélien et les voix minoritaires mais persistantes contre la guerre qui se sont exprimées lors des crises militaires passées et qui se font entendre avec une intensité particulière lors de l'actuelle opération policier -militaire israélienne, c'est la direction que nous voulons éclairer et mettre en évidence, et pas la vision erronée des israélien·nes comme un peuple unifié.

Et si la question centrale qui se pose finalement est « *un front populaire de libération nationale en Palestine peut-il améliorer la situation de la classe ouvrière ?* », la réponse est catégoriquement *non*. Au contraire : la lutte soi-disant pour la libération nationale des Palestiniens – comme nous l'ont démontré non seulement les résultats de la guerre actuelle qui dure depuis deux ans, mais aussi les 50 dernières années de résistance nationale pour la libération de la Palestine – passe sur les cadavres du prolétariat palestinien.

Deserteurs de la Paix Capitaliste
25/10/2025